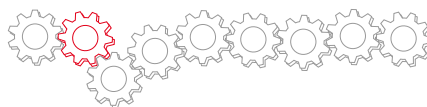


Les cahiers d'histoire de la Métallurgie



numéro 53 | juillet 2016



Manifestation de chômeurs dans les années trente © DR | IHS CGT métallurgie

1936 | 2016
Le pain, la paix, la liberté !

p. 6-15



Écrire l'Histoire p. 2

L'IHS vient de faire paraître une nouvelle brochure, consacrée à l'écriture de l'histoire



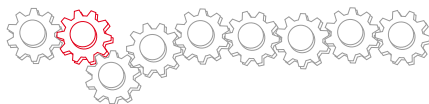
Repas des anciens p. 4

Notre dernier Repas des Anciens était placé sous le thème de « 1936-1946, une décennie-clé de l'histoire syndicale »



Archives p. 16

Présentation d'un fonds d'archives insolite, celui du Syndicat national des médecins du travail



Guide pratique « Écrire l'Histoire »

Nombreux sont les militants, en activité ou retraité, à se passionner pour l'histoire sociale, comme en témoignent la parution régulière d'écrits autobiographiques, de portraits d'entreprise ou encore de récits de lutte.

Mais cet engouement se heurte souvent à des obstacles. En effet, identifier les sources, dépouiller les archives, repérer les faits essentiels, définir une chronologie ou encore se lancer dans l'écriture ne sont pas des choses aisées. Historien est un métier, au même titre que chaudronnier ou ingénieur informatique !

Partant de ce constat, l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie a décidé la parution d'un guide pratique. Sans prétendre être un manuel du parfait historien, cet ouvrage a pour objectif d'aider les militants qui souhaiteraient se lancer dans la rédaction d'articles, d'ouvrages ou encore d'expositions à satisfaire les critères développés par la discipline historique.

Ce guide s'ouvre sur une présentation de la méthode historique, avant de rappeler quelques règles en matière de reproduction d'iconographies. La construction de la bibliographie, c'est-à-dire l'ensemble des ouvrages et articles disponibles sur un sujet, est abordée dans une troisième partie. L'ouvrage s'achève sur le recensement et la présentation d'une centaine de sites internet qui permettent de faire des recherches historiques en ligne. On y retrouve ainsi des bibliothèques numériques, des catalogues en ligne, des bases de données, des portails de revues universitaires ou encore des sites d'informations.

Disponible au prix de 5 € auprès de l'Institut d'histoire sociale de la métallurgie, ce premier guide pratique devrait être rapidement suivi par un second volume consacré aux archives syndicales, de leur préservation à leur valorisation, en passant par le tri et l'inventaire.

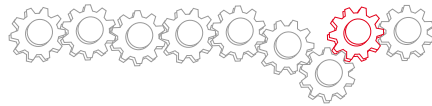
Stage Archives

Comme chaque année, l'Institut CGT d'histoire sociale national organise au Centre de formation Benoît-Frachon, à Courcelles, un stage de sensibilisation aux archives. Celui-ci sera organisé cette année du 5 au 7 octobre 2016.

Gérer et organiser les archives, classer et trier un fonds, les archives électroniques, la convention de dépôt aux archives départementales ou municipales, les documents iconographiques ou encore les entretiens oraux sont autant d'aspects abordés durant ces trois journées passionnantes et formatrices.

Détails et inscription avant le 5 septembre 2016 auprès de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie. N'hésitez pas !





Du Front populaire à la loi El Khomri



En ce quatre-vingtième anniversaire de la victoire des organisations du Front populaire, des grèves de mai-juin 1936 et de l'obtention de grandes conquêtes sociales, il était difficile de ne pas y consacrer un dossier spécial dans nos *Cahiers d'histoire de la métallurgie*.

Et ce d'autant plus lorsque un gouvernement, qui n'a de socialiste que de nom, se heurte à une mobilisation résolue contre son projet de loi dit « Travail ».

Comment ne pas être tenté de faire un parallèle entre le contexte actuel de crise économique, d'attaques contre nos droits collectifs et individuels, d'enracinement de l'extrême-droite, en France comme en Europe, et les événements de la période 1934-1938 ?

Le projet de loi défendu par le premier ministre Manuel Valls et sa ministre du Travail Myriam El Khomri n'est ni plus ni moins qu'une remise en cause des conquêtes de cette période.

L'obtention pour les ouvriers de l'industrie de deux semaines de congés payés et la réduction du temps de travail à quarante heures représentaient une brèche dans le temps contraint par le travail salarié, un échappatoire à la généralisation du chronométrage, du salaire aux pièces et de l'arbitraire de l'encadrement. La volonté du gouvernement de revenir sur les 35 heures, en permettant aux entreprises d'y déroger est un net recul en arrière et la promesse d'un taux de chômage accru.

La remise en cause de la hiérarchie des normes, en généralisant la possibilité de signer des accords dérogatoires, y compris en bafouant l'avis des organisations syndicales représentatives signe la mort du régime mis en place par la loi sur les conventions collectives de juin 1936. Ce n'est pas un hasard si la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie formule pour la première fois sa revendication de convention collective nationale de la métallurgie en avril 1937 et que depuis, le patronat des industries métallurgiques s'y est toujours opposé avec la plus grande force.

L'entreprise de démolition des pouvoirs des institutions représentatives du personnel, et notamment des comités d'entreprise et des comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail sape également la législation mise en place en juin 1936 avec l'élection des premiers délégués du personnel.

Enfin, en menant une politique de régression sociale ce gouvernement fait le lit de l'extrême-droite, avec les risques que nous connaissons.

Le combat de ceux qui refusent aujourd'hui de se coucher devant le projet de loi dit « Travail » est essentiel. Il forge la conscience que la société capitaliste – fondée à la fois sur l'extorsion du temps de travail et sur sa dévalorisation par le jeu de sa « mise en réserve », chômage de masse et exclusion – ne tend, dans sa dynamique propre, qu'à leur offrir le destin d'un salariat en dégradation constante.

Donner au salariat d'aujourd'hui une visibilité, une dignité et une fierté passe, selon le syndicalisme CGT, par une réappropriation de la question du travail par le champ politique. Un acte à mettre en œuvre d'urgence. Qui passe aussi par « la nécessité de la reconstruction d'un modèle alternatif ».

Il ne s'agit pas ici de calquer des solutions toutes faites venues du passé, mais simplement de tirer des enseignements d'une expérience marquante de l'histoire du mouvement ouvrier, pour en comprendre les ressorts et les aboutissements.

À l'heure où un gouvernement socialiste ferraille pour affaiblir le droit du travail, pour aggraver encore le rapport de forces au détriment des salariés, on mesure le fossé creusé en quatre-vingts ans.

Norbert Boulanger

Repas des anciens

Comme il est désormais d'usage chaque année, la Fédération des travailleurs de la métallurgie a réuni le 25 avril dernier près de deux cents personnes dans le patio à Montreuil pour son traditionnel repas des anciens.

La matinée, élaborée par l'IHS CGT de la métallurgie, a été l'occasion de revenir sur l'histoire du mouvement syndical durant la décennie 1936-1946. Quatre contributions ont brossé un portrait de cette période-clé, en alternant panorama général (Front populaire et entrée en guerre ; Libération) et focus particulier (les grèves chez Citroën durant le Front populaire ; Ambroise Croizat, militant, député, ministre du travail et de la protection sociale). Les ruptures et les continuités dans les pratiques et les revendications syndicales ont été parti-



Une vue de la salle © B. Troulet

culièrement mises en avant. Si les interventions ont suscité l'intérêt des participants, l'absence de temps pour débattre a été regrettée. La présence des membres du conseil national de l'UFR métallurgie à cette conférence a été saluée et

devrait être renouvelée dans les années à venir.

Le déjeuner, réunissant des membres actuels et passés de la direction fédérale en présence de Philippe Martinez ainsi que des personnes qui nous sont chères, comme Liliane Caillaud-Croizat, Michèle Gautier,

Hélène Stern ou encore Jacqueline Timbaud, a été précédé par la dépose d'une gerbe de fleurs au pied de la plaque commémorant les dirigeants fédéraux morts durant la Seconde Guerre mondiale.

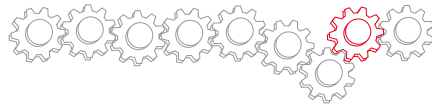
51^e congrès confédéral

L'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie était présent, aux côtés de l'Union fraternelle des métallurgistes et de l'Association Ambroise Croizat, au 51^e congrès confédéral organisé à Marseille du 18 au 22 avril dernier.

Cette participation a été occasion de faire connaître notre institut ainsi que notre catalogue d'ouvrages et de brochures à la délégation métallo ainsi qu'aux congressistes.



Le visuel du congrès confédéral © B. David



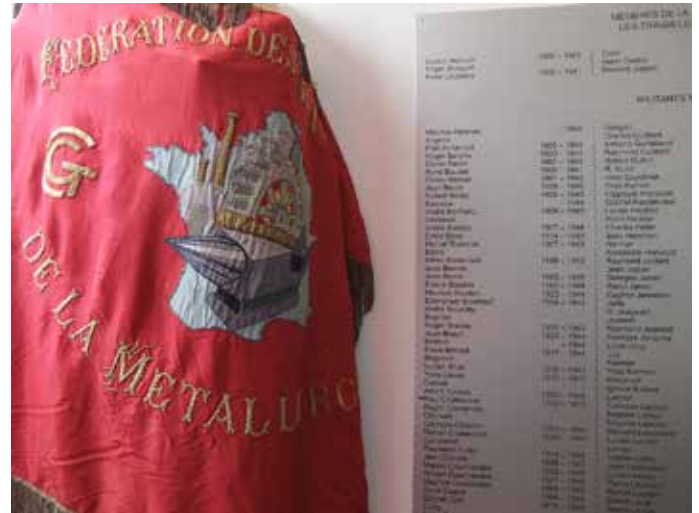
Inauguration plaque commémorative

Le mardi 3 mai 2016, l'Union Fraternelle des Métallurgistes, la Fédération des travailleurs de la métallurgie et l'IHS CGT métallurgie inauguraient, au 94 rue Jean-Pierre Timbaud, une plaque commémorative. Celle-ci reprend l'ensemble des noms de militants décédés lors de la Seconde Guerre mondiale, avec leur date de naissance et de mort. Elle a été réalisée à partir d'une ancienne plaque et enrichie après les recherches menées par l'IHS CGT métallurgie. Ce travail a également donné lieu à l'édition d'un dictionnaire biographique portant sur chacune des victimes.

Étaient notamment présents : Michèle Gautier, Jacqueline Timbaud, Frédéric Sanchez et les membres du secrétariat fédéral, Nicola Giglio, Claude Ven, Lucien Grimault.

La plaque a été conçue de telle sorte à laisser

de l'espace dans l'éventualité où de nouvelles recherches mèneraient à révéler le nom de victimes inconnues à ce jour.



Vue partielle de la plaque © B. David

Journée nationale de la Résistance

Cette année, la mairie du XIX^e arrondissement a accueilli la journée du 27 mai et les 92 organisations, institutions et associations liées à la mémoire et aux valeurs de la Résistance qui l'animent.

À l'heure où la France se lève et vit dans une menace constante depuis les événements tragiques de 2015, ce message de Résistance n'a jamais été autant d'actualité : « Événement majeur de notre histoire, la Résistance n'est pas seulement l'affaire de ceux qui la vécurent, y participèrent, l'organisèrent. Cet événement majeur réclame un moment fort au cours duquel chacun puisse, non seulement l'honorer et le célébrer, mais avant tout le comprendre ! Incessante pédagogie de l'espoir, la Résistance reste à l'œuvre dans la mémoire collective des français. Elle est une des forces profondes qui structurent notre durée, proclament notre passion de la liberté et donnent son sens véritable à notre héritage ». Jean Marcenac, poète, Résistant.

Cette année, la Journée Nationale de la Résistance a pris pour thème « Résister par l'art et la culture », avec une programmation aux multiples facettes et à visées pédagogiques :

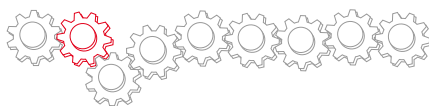
parcours-mémoire dans le parc des Buttes Chaumont, expositions, projection du film *Une jeunesse parisienne en Résistance* de Mourad Laffite et Laurence Karsznia, un espace de street art, un espace bande dessinée et un village des associations et des expositions.

Tous ces événements ont été répartis dans différents lieux du XIX^e arrondissement : parvis de la Mairie, centres d'animation, Espace Niemeyer, exposition de dessins d'enfants et de Résistants déportés sur les grilles des buttes Chaumont.

Un grand concert s'est également tenu et a été retransmis en direct du studio « 104 » par France Musique autour d'œuvres de compositeurs et musiciens Résistants accompagnées de la lecture de textes et poésies de la Résistance interprétée par les Tréteaux de France.

Vous pouvez encore écouter ce concert à l'adresse suivante :

<http://www.francemusique.fr/emission/le-concert-de-l-apres-midi/2015-2016/concert-en-hommage-aux-compositeurs-de-la-resistance-05-27-2016-14-00>.



Le pain, la paix, la liberté !



Cortège du syndicat CGT des métaux de la Seine [1937-1938] © DR | IHS CGT Métallurgie

Le Front populaire, *stricto sensu*, n'a finalement duré que peu de temps. À peine plus d'une année s'écoule entre le succès de la gauche aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 à la démission du gouvernement dirigé par le socialiste Léon Blum en juin 1937. Pourtant, ces quelques mois ont marqué durablement les esprits et les droits collectifs des travailleurs. Sa simple évocation déclenche, aujourd'hui encore, l'image des loisirs et des congés payés, des grèves avec occupations, des manifestations de masse et nourrit des sentiments d'unité, d'espoirs ou encore de dignité retrouvée.

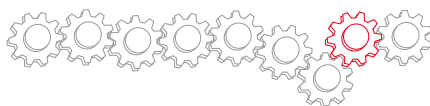
On ne peut pleinement apprécier cet événement sans changer de focale et revenir sur le contexte qui l'encadre : la crise économique et ses conséquences pour les travailleurs et leurs familles, la division du mouvement ouvrier, l'enjeu de l'unité syndicale et politique, l'arrivée au

pouvoir du fascisme en Italie puis en Allemagne, les provocations et les coups de force de l'extrême-droite en France, la guerre civile espagnole qui oppose les défenseurs de la République aux partisans de Franco ou encore la guerre européenne qui s'annonce.

Ces différents éléments constituent la toile de fond de cet événement capital pour l'histoire des travailleurs et de leurs organisations, dont nous fêtons cette année le quatre-vingtième anniversaire.

Un séisme boursier

Le 24 octobre 1929, un vent de panique souffle dans la salle des marchés de Wall Street à New York. En une matinée, les cours perdent plus de 20 % de leurs valeurs. Une vigoureuse intervention des banques calme temporairement la situation, mais quatre jours plus tard, la machine s'emballer de nouveau. En trois semaines, l'in-



Le cours boursier accuse un recul de 40 %, ce qui correspond à une perte virtuelle de trente milliards de dollars – davantage que les sommes dépensées par les États-Unis durant la Première Guerre mondiale.

Cette violente secousse est le résultat de l'éclatement d'une bulle spéculative qui gonflait sur le marché des actions depuis le début des années vingt. Les effets de ce « Jeudi noir », comme on le désigne rapidement, ne tardent pas à contaminer l'économie réelle et à se propager à l'ensemble des économies industrialisées.

La crise économique en France

La France est frappée plus tardivement et moins brutalement que les économies nord-américaine ou allemande. Mais cette crise est plus insidieuse puisqu'il faut attendre 1936 pour que se manifeste une embellie de courte durée. Elle se traduit par une violente déflation (une baisse généralisée des prix), un ralentissement progressif de la production industrielle, un arrêt des investissements productifs, un alourdissement des dettes publiques et une profonde crise monétaire.

Face à cette situation, les gouvernements successifs font le choix de l'austérité, pour réduire les déficits publics et rétablir la compétitivité des prix. L'exemple le plus frappant est celui des décrets Laval qui imposent à l'été 1935 une réduction de 10 % des dépenses publiques, y compris les salaires des fonctionnaires, les pensions et les rentes. Cette politique s'accompagne de mesures protectionnistes entraînant un repli sur le marché intérieur et colonial.

La dépression économique frappe de plein fouet le monde du travail. Le chômage complet est en hausse, passant de 450 000 privés d'emplois en 1931 à plus de 860 000 en 1936, tandis que le chômage partiel n'épargne aucun secteur industriel et malmène particulièrement la métallurgie. Ainsi, à Valenciennes, sur 37 000 métallos, la moitié est en chômage complet, le reste chôme en moyenne deux jours par semaine. Les salaires ont baissé de 20 %. Dans le lyonnais, les effectifs ont reculé de 36 %, la masse salariale de 43 %. À cela s'ajoute le renvoi dans leur pays d'origine de 400 000 travailleurs immigrés entre 1931 et 1936.

La course à la productivité

L'effondrement des profits – les dividendes sont divisés par deux entre 1930 et 1935 – persuade le patronat d'approfondir la rationalisation de la production en accélérant la diffusion du taylorisme.

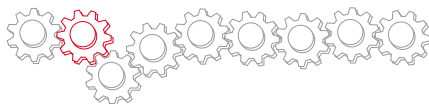
Introduit en France en 1906, celui-ci repose sur trois principes : organisation rationnelle des ateliers pour limiter les pertes de temps et les déplacements inutiles, décomposition du travail qualifié en gestes simples, élémentaires, pouvant être réalisés par un ouvrier non qualifié, chronométrage des tâches et définition de cadences de production.

Adoptée par certains industriels comme Berliet ou Renault dès la Première Guerre mondiale, le taylorisme se propage lentement en France durant les années vingt avant que de grandes usines, conçues autour des chaînes de montage, voient le jour au début des années trente, à l'instar de Renault Billancourt (1930) ou Citroën Javel (1933). Ce mouvement de rationalisation s'étend également à la rémunération, notamment avec la méthode développée par l'homme d'affaires Charles Bedaux. Celle-ci prévoit un système de salaires fondé sur le rendement individuel : l'ouvrier est incité à améliorer sa productivité pour percevoir des primes complétant son salaire de misère. Travailler mieux ou gagner moins !

Le syndicalisme dénonce précocement les conséquences d'une telle rationalisation : augmentation de la productivité, déqualification des ouvriers, renforcement des contraintes disciplinaires, élimination des salariés trop lents pour suivre les cadences, baisse des salaires. L'expression « bagnes industriels », régulièrement employée dans la presse syndicale et politique, traduit bien l'ambiance qui règne dans les usines dans ces années qui précèdent le Front populaire.

La division du mouvement ouvrier

La Révolution soviétique d'octobre 1917 et la fin de la Première Guerre mondiale en novembre 1918 ont fait naître d'importants espoirs parmi les travailleurs. Mais l'échec des grandes grèves de 1919-1920 et surtout l'attitude à adopter à



l'égard de l'Union soviétique, occasionnèrent une fracture durable dans le mouvement ouvrier français.

Lors de son congrès de Tours en décembre 1920, la SFIO (l'actuel parti socialiste) s'est ainsi scindée entre majoritaires, favorables au ralliement à la Troisième Internationale communiste et minoritaires, partisans du maintien de l'action réformiste. Les premiers décidèrent de constituer ce qui devint le parti communiste français.

Un an plus tard, la direction de la CGT, inquiète du poids grandissant des militants « révolutionnaires », obtient leur exclusion. Ces derniers se regroupèrent alors au sein de la CGT dite « unitaire » ou CGTU, dont le premier congrès se tint en juillet 1922 à Saint-Étienne.

Cette double fracture, politique puis syndicale, mit un coup d'arrêt à la dynamique d'adhésion et de mobilisation parmi les travailleurs. La question de l'unité ouvrière, sans cesse posée durant les années qui suivirent, se heurta avec constance d'une part à l'hostilité ouverte des dirigeants de la SFIO et de la CGT et d'autre part à la ligne quelque peu sectaire du PCF et de la CGTU qui assimilait les premiers à des « traîtres à la classe ouvrière » et à des « sociaux-fascistes ». Assurément, la situation économique et sociale des années trente ne se prête guère aux luttes offensives. Pourtant, dans certaines usines, les ouvriers et ouvrières redressent la tête, grâce au dévouement et au courage d'une poignée de militants, souvent communistes. La grève à Citroën Javel en 1933 contre la réduction des salaires en est un bon exemple. Sous l'impulsion de Jean-Pierre Timbaud, les salariés tiennent tête à la direction pendant plus d'un mois avant de reprendre le travail. Sans avoir obtenu satisfaction certes, mais en ayant tout de même sérieusement ému les prétentions patronales.

La menace fasciste

L'étincelle qui provoque la réaction immédiate et la mobilisation massive des travailleurs est la menace fasciste, dont l'idéologie est mise en œuvre en Italie et en Allemagne.

En Italie, la grande bourgeoisie finance, dès les lendemains de la Première Guerre mondiale, les formations paramilitaires mises sur pied par Beni-

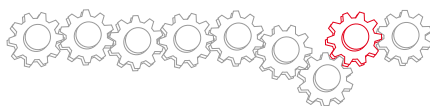


À Saint-Étienne [1930 - 1935] © coll. IHS CGT Métallurgie
 Mussolini, dont le rôle est de briser les grèves, d'intimider voire de supprimer les militants syndicalistes, socialistes et communistes. En octobre 1922, il organise la « marche sur Rome » et s'empare du pouvoir. Dans les années qui suivent, les organisations de gauche sont interdites, des milliers de militants antifascistes sont emprisonnés ou contraints à l'exil.

En Allemagne, la république dite « de Weimar » est confrontée à un parti communiste qui regroupe à la fin de l'année 1932 près de six millions de membres. Là encore, le patronat – notamment métallurgique – finance abondamment les formations d'extrême-droite comme le parti national-socialiste (NSDAP) dirigé par Adolf Hitler. Celui-ci accède au pouvoir le 30 janvier 1933 et interdit les organisations de gauche, la grève, les syndicats, tandis que les premiers camps de concentration s'ouvrent pour les antinazis.

En France, cette menace n'est pas un fantasme. La bourgeoisie finance des organisations d'extrême-droite comme l'Action Française, les Jeunesses patriotes ou encore les Croix-de-Feu. Cette dernière, dirigée par le colonel François de la Roque comptait 13 000 membres en 1930, entre 700 et 900 000 en juin 1936 et disposait de formations paramilitaires.

Le 6 février 1934, jour de l'investiture du gouvernement Daladier, une manifestation d'extrême-droite tente de pénétrer dans l'Assemblée nationale. L'affrontement avec les forces



de l'ordre se solde par plusieurs morts et des centaines de blessés.

La lente marche vers l'unité

Dans le camp de la gauche, l'émotion est immense et le sentiment d'être à la veille d'un coup d'État bien réel. Dès le lendemain, la CGT appelle ses unions départementales à organiser la grève générale et une trentaine de manifestations sont à la hâte mises sur pied en province. L'échec de la manifestation organisée à Paris par la CGTU et le PCF le 9 février incite ces dernières à rejoindre l'appel à la grève générale lancée par les autres composantes de la gauche pour le 12 février.

Ce jour-là, plus de 450 défilés et meetings sont tenus en province, dont une petite moitié est unitaire. À Paris, les cortèges de la SFIO et de la CGT d'un côté, du PCF et de la CGTU de l'autre, se rejoignent place de la Nation aux cris d'« Unité ! Unité ! ». Cette journée est un véritable succès avec, au total, près d'un million de personnes clamant leur hostilité au fascisme et leur soutien à la République.

L'aspiration à l'unité, puissante parmi les travailleurs et les militants « de la base », oblige les directions syndicales et politiques à infléchir leurs

orientations. Si le chemin pour y parvenir est long et parsemé d'embûches, on peut considérer la journée du 12 février 1934 comme le point de départ, l'acte de naissance du Front populaire.

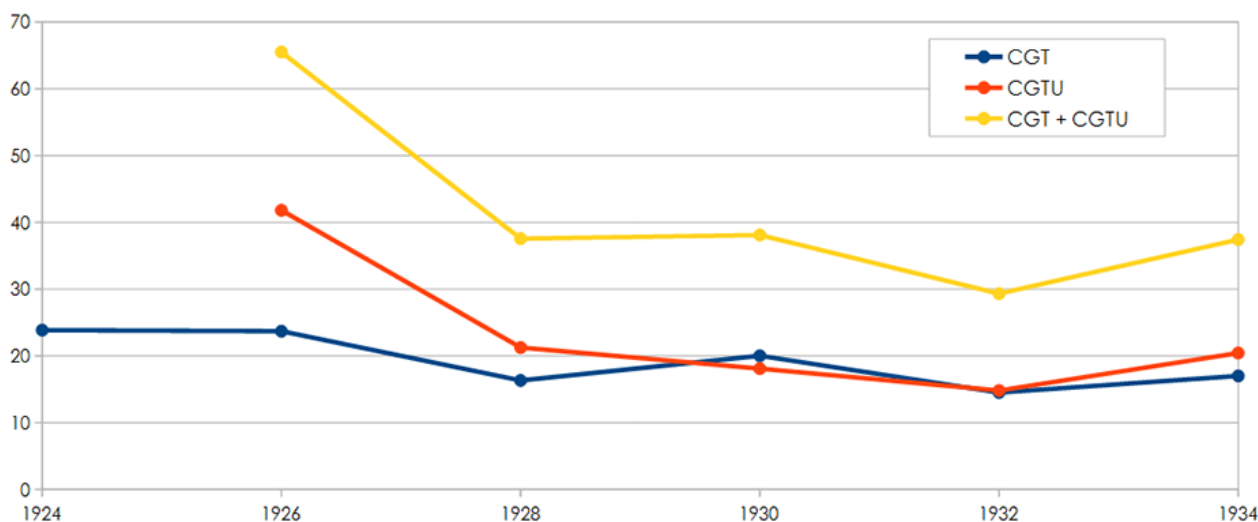
Le chemin de la réunification de la CGT a été long, contrairement au champ politique où SFIO et PCF signent dès juillet 1934 un pacte d'unité d'action.

La CGTU propose à la CGT de réaliser l'unité à la base en constituant des syndicats uniques. Cette fusion est repoussée par la CGT qui lui oppose l'unité organique, c'est-à-dire le retour des unitaires dans le giron de la CGT, sous condition que soit reconnue l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques, et notamment du PCF.

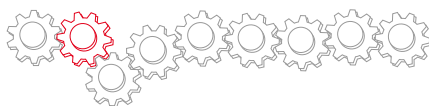
Cette exigence gela le processus durant de longs mois. Ce n'est qu'au printemps 1935 que la situation se débloque, grâce aux concessions de la CGTU et à l'exigence croissante de l'unité parmi les travailleurs. Les choses s'accélérent avec la constitution du Rassemblement populaire, structure unitaire rassemblant une centaine d'organisations syndicales, politiques et associatives pour préparer le 14 juillet 1935.

Cette journée débute par des Assises pour la paix

Evolution des effectifs CGT et CGTU dans la métallurgie, en milliers (1924-1934)



Sources : A. Prost, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 2006, pp. 321-324.



et la liberté, durant lesquelles dix mille délégués proclament leur attachement à la République et leur rejet du fascisme. L'après-midi, plusieurs centaines de milliers de personnes défilent de Bastille à la porte de Vincennes. Cet immense succès pérennise le Rassemblement populaire qui se dote en janvier 1936 d'un programme commun et accélère la réunification de la CGT, actée en septembre par les congrès nationaux de la CGT et de la CGTU. Les premières fusions d'unions départementales et de fédérations interviennent dès la fin de l'année 1935, tandis que la reconstitution de la CGT unique est consacrée par le congrès de Toulouse en mars 1936. Dans les métaux, l'unité n'est conclue qu'en novembre 1936, en raison de l'opposition des dirigeants de la fédération CGT.

Les élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936 voient la victoire des partisans du Front populaire. Sans être un raz de marée, ces élections actent la progression du PCF, le recul du parti radical, tandis que la SFIO reste la principale organisation de la coalition. Un mois s'écoule entre cette victoire et l'entrée en fonction du nouveau gouvernement. Un mois que les travailleurs ont su mettre à profit !

Comme une traînée de poudre

Le coup d'envoi des grèves est lancé le 11 mai 1936. Chez Bréguet, au Havre, le licenciement de deux militants syndicaux est dénoncé par 600 grévistes qui occupent l'usine durant quarante-huit heures avant d'obtenir la satisfaction de leurs revendications. Le 13 mai, le même scénario se répète chez Latécoère à Toulouse, suivie le lendemain par les salariés de l'usine Bloch à Courbevoie qui dénoncent le rejet de leurs revendications.

À partir du 25 mai, la métallurgie de la région parisienne bascule dans la grève : Nieuport, Lavalette, Hotchkiss, Sautter-Harlé, Farman, Lioré-Ollivier, Amiot, Renault, Fiat, Chausson, Gnome-et-Rhône, Talbot, Citroën, Caudron, Brandt, Salmon ou encore LMT. Une première négociation s'engage alors entre le Groupement des industries métallurgiques et mécaniques de la Seine (GIM) et le syndicat CGT des métaux et la reprise semble acquise pour le 30 mai.

Mais la grève repart de plus belle le 2 juin, se généralise et s'étend à d'autres corporations. Cette seconde vague entraîne avec elle l'industrie, mais aussi des secteurs peu coutumiers de la grève : commerce, banque, assurances, taxis ou encore cafés. Le reflux s'engage aux alentours de la mi-juin.

Une troisième et dernière vague de grève se produit entre fin juin et début juillet et concerne principalement les petites entreprises de province ou des secteurs fortement syndiqués ayant initialement fait le choix de la négociation.

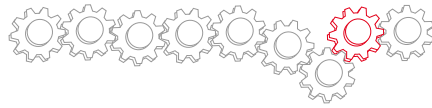
Au total, seuls trois départements échappent à la grève entre mai et juillet 1936. La grève n'a pas touché les chemins de fer, la poste et les services publics, tandis que pour le secteur privé, l'ampleur est sans précédent : les grèves sont bien plus puissantes et soudaines que celles de 1906-1910 et 1919-1920. Émanant de la base, engagées à l'initiative de militants locaux, notamment des ex-unitaires qui se sont consacrés durant des années à créer un rapport de forces, ces grèves connaissent un succès qui dépasse toutes les attentes : près de deux millions de grévistes se sont ainsi lancés dans la bataille pour « le pain, la paix et la liberté ».

L'occupation des usines

L'une des particularités des grèves de mai-juin 1936 est la place prise par l'occupation des usines et des bureaux. Cette pratique, inaugurée dans quelques entreprises au début des années trente, se généralise : sur les 12 000 grèves



Merlin-Guerin à Grenoble (1936) © coll. IHS CGT Métallurgie



recensées par le ministère du Travail, les trois-quarts le sont avec occupation.

Vue de l'extérieur, l'occupation se traduit par une porte ou une grille d'entreprise gardée par un piquet de grève, surmontée de drapeaux, rouges ou tricolores, de banderoles, de pancartes. À l'intérieur, le comité de grève, désigné par l'assemblée générale des salariés, organise le dialogue avec la direction, maintient le contact avec la fédération syndicale et les organisations interprofessionnelles, organise la tenue des piquets de surveillance et l'entretien des machines, la répartition des allocations de secours et le ravitaillement, l'organisation des loisirs.

L'occupation n'est pas le début d'une expropriation. Elle est davantage un moyen de montrer sa résolution, de se compter face au patronat, de peser dans les négociations ouvertes sur les revendications.

L'occupation est également un moyen de se réapproprié l'espace de travail, de rompre avec le quotidien. La dignité, la liberté, l'émancipation sont autant de sentiments exprimés par les grévistes. L'aspect festif de la grève, si souvent représenté par les photographes, est un moyen de maintenir le moral des grévistes en combattant l'ennui autant que le désordre.

Les conquêtes du Front populaire

Le 7 juin, alors que la seconde vague de grèves bat son plein, le gouvernement Blum réunit à l'hôtel Matignon les délégations de la Confédération générale de la production française (ancêtre de l'actuel Medef) et de la CGT. Pour la première fois, le patronat reconnaît, au niveau national, la CGT comme un partenaire légitime et représentatif. Après cinq heures de négociations, un accord en sept points est signé. Il prévoit notamment le relèvement des salaires, la généralisation des conventions collectives, l'élection de délégués ouvriers dans les établissements de plus de dix salariés.

L'accord Matignon appuie les négociations en cours dans les entreprises, les branches professionnelles et les territoires, tout en accélérant l'adoption des lois sociales : congés payés (20 juin), semaine de quarante heures (21 juin), conventions collectives (24 juin).

Les deux premières lois, en réduisant immédiatement le temps de travail, permettent de desserrer l'étreinte du taylorisme et favorisent l'accès des travailleurs aux loisirs, au sport et à la culture. La troisième loi reconnaît le rôle et les responsabilités du syndicalisme dans les relations économiques et sociales du pays. Après des décennies de répression patronale, la possibilité de négocier des accords collectifs (plus de six mille sont signés entre 1936 et 1938), d'élire des délégués du personnel (près de 23 000 en mai 1937) et de faire admettre le libre exercice du droit syndical n'est pas une mince victoire.

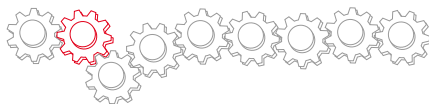
Un syndicalisme profondément bouleversé

Les grèves de mai-juin 1936 furent à l'origine d'une vague prodigieuse d'adhésions qui ne prit fin qu'en 1938. La CGT est ainsi passée de 785 000 adhérents en 1935 à plus de quatre millions en 1937. La fédération de la métallurgie est devenue durant cette période la première organisation de la CGT : près de 850 000 adhérents en 1938 regroupés dans 700 syndicats locaux contre 46 000 trois ans plus tôt. Le taux de syndicalisation dans la branche est désormais de 72 %, contre 3,9 % auparavant !



Carte d'adhérent 1936 d'Alfred Costes © coll. IHS CGT Métallurgie

Cet afflux de syndiqués s'est traduit par un accroissement considérable des ressources financières de la CGT et de ses organisations. Décision est alors prise de mettre sur pied un réseau d'œuvres sociales couvrant les besoins sociaux des adhérents : loisirs, vacances, sports, culture, santé.



La fédération de la métallurgie et son syndicat des métaux de la Seine sont particulièrement en pointe sur ces questions : création en 1936 de la « Mutuelle du métallurgiste » (devenue depuis la Mutuelle familiale), ouverture d'une clinique syndicale à Boulogne-Billancourt en mars 1937, de l'hôpital des métallurgistes rue des Bluets à Paris (XI^e arr.) en novembre 1938, acquisition des châteaux de Pont-Pinet (Isère), Vouzeron (Cher) et Baillet (Val-d'Oise) transformés respectivement en maison de repos, colonies de vacances enfantines et parc de loisirs, ouverture de la Maison du métallurgiste, rue d'Angoulême à Paris (XI^e arr.) qui comporte une bibliothèque, une salle de lecture, des salles de réunions, et enfin, création, impasse de la Baleine à Paris (XI^e arr.) d'une école de formation et de perfectionnement professionnel pour adultes. À la simple énonciation de toutes ces réalisations, la phrase de Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT, « Le syndicat, c'est aussi la solidarité et la fraternité » prend tout son sens.



Façade de la maison des métallurgistes [1937-1938]
© coll. IHS CGT Métallurgie

Partenaire désormais incontournable du gouvernement de Front populaire dans la mise en place de la nouvelle législation sociale, le syndicalisme voit son rôle évoluer et ne plus se limiter au seul champ revendicatif. Ses pratiques s'enrichissent : coproduction de normes (conventions collectives, arbitrage), gestion d'œuvres sociales, politique de présence au sein de commissions ministérielles, d'institutions comme le Conseil national économique (ancêtre du Conseil économique, social et environnemental) ou encore dans les conseils d'administra-

tions des entreprises nationalisées (Banque de France en juillet 1936, usines d'armements et SNCF en août 1937).

Le patronat ne désarme pas

L'ardeur des grèves de l'été 1936 et les promesses du Front populaire se heurtent cependant très tôt à d'importantes difficultés financières et monétaires. Dès la fin du mois de septembre, le gouvernement Blum décide de dévaluer le franc pour favoriser la relance des exportations, ce qui ne manque pas d'alimenter l'inflation et donc la baisse du pouvoir d'achat.

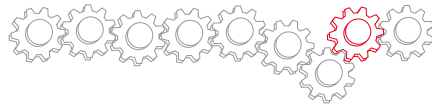
Soucieuse de préserver l'unité, la CGT en accepte le principe et multiplie les concessions en modérant ses exigences salariales, en réfrénant les occupations d'usines et en limitant le recours à la grève par la mise en place de la conciliation et à l'arbitrage obligatoires. Cette patience ne fut cependant pas récompensée, dans la mesure où, dès février 1937, Léon Blum annonça « la pause » dans les réformes sociales.

Passé le choc des grèves, le patronat a vite relevé la tête. Il se réorganise à la fin de l'année 1936 en centralisant et en coordonnant davantage ses organisations. Il désigne Claude-Joseph Gignoux à la direction d'une organisation qui s'intitule désormais « Confédération générale du patronat français ». Celui-ci publie en juin 1937 un manifeste de combat intitulé « Patrons, soyez des patrons ! ». Le ton est donné.

Un bras de fer s'engage pour obtenir la signature puis le renouvellement des conventions collectives, l'application des quarante heures, le respect des arbitrages défavorables au patronat rendus à l'issue des grèves ou encore l'engagement de l'appareil de production dans l'effort de guerre. Ouvertement, le patronat a fait son choix : « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

La guerre d'Espagne

Le 18 juillet 1936, la guerre civile espagnole éclate, opposant les défenseurs de la République espagnole aux partisans du coup d'État militaire dirigé par Franco. Deux jours plus tard, Giral, chef du gouvernement de front populaire espagnol sollicite l'aide du gouvernement Blum. Celui-ci, soucieux de ménager l'allié anglais et l'opposition de droite en France, propose le prin-



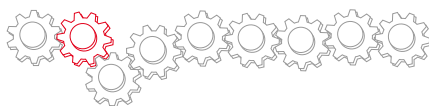
Manifestation contre la non-intervention en Espagne à Paris (mai 1937) © DR | IHS CGT Métallurgie

cipe d'une non-intervention des grandes puissances européennes. Cette politique déchire le parti socialiste et le parti radical entre partisans et opposants à l'intervention. Le parti communiste pour sa part dénonce cette politique et lance le slogan « des avions et des canons pour l'Espagne ! ». La CGT s'engage, dans sa grande majorité en faveur des républicains.

La CGT a été à l'origine d'un formidable élan de solidarité dont les formes sont multiples : plus de cinq millions de francs sont collectés en six mois, des vivres, du matériel, des camions, des ambulances sont envoyés. L'accueil des blessés et des réfugiés mobilisent les départements frontaliers avec l'Espagne, tandis que la CGT met sur pied un comité d'accueil pour les enfants grâce auquel des milliers purent être hébergés.

Des propriétés syndicales, comme le château de Vouzeron et le parc de loisirs de Baillet, appartenant au syndicat CGT des métaux de la Seine, sont mis à contribution pour les accueillir. Une précieuse aide militante est également fournie pour faire transiter sur le sol français du matériel militaire soviétique, que le gouvernement Blum accepte d'organiser discrètement à partir de la fin 1936.

En septembre 1936, les brigades internationales sont mises sur pied. 32 000 combattants de la liberté, venus du monde entier, les rejoignent pour soutenir militairement les républicains espagnols. Parmi eux, 9 500 français, dont de très nombreux ouvriers métallurgistes. Pierre Rouquès, directeur de la polyclinique des métallurgistes rue des Bluets à Paris (XI^e arr.), est ainsi le



premier organisateur du mouvement d'aide sanitaire, en jetant les bases du service de santé pour les brigades internationales et en créant la centrale sanitaire internationale.

L'unité syndicale fragilisée

L'unité syndicale, fraîchement reconstituée en mars 1936, s'effrite dès l'été. En octobre 1936, une nouvelle tendance se forme au sein de la CGT et se dote d'un journal intitulé *Syndicats. Hebdomadaire du monde du travail*. Désormais, trois tendances cohabitent : celle des ex-unitaires organisée derrière Benoît Frachon et *La Vie Ouvrière*, celle des « centristes » derrière Léon Jouhaux et *Le Peuple* et enfin celle des anticommunistes rassemblés derrière René Belin et « Syndicats ».

Militant de la Fédération CGT des PTT, René Belin est élu en 1933 au bureau confédéral de la CGT confédérée. Hostile à la réunification avec la CGT unitaire, il est également réservé sur le programme du Front populaire, notamment en ce qui concerne l'application des quarante heures hebdomadaires.

Le programme de cette tendance comprend deux axes principaux. Le premier est celui de l'indépendance syndicale et, à ce titre, elle entend lutter contre la « colonisation » commu-

niste, c'est-à-dire la progression de l'influence des militants communistes au sein de la CGT. Le second est celui du pacifisme, qui justifie la non-intervention du gouvernement Blum pour défendre l'Espagne républicaine, puis l'acceptation de l'annexion de l'Autriche-Hongrie et de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie.

La lutte avec les ex-unitaires est féroce au niveau confédéral comme local, tant leurs positions sont antagonistes. La tendance « Syndicats » se prononce ainsi « pour un syndicalisme constructif qui n'exclurait pas la collaboration avec le patronat », selon les mots de Georges Dumoulin, figure de la tendance.

Au congrès confédéral de novembre 1938, les motions qu'elle défend recueillent plus d'un tiers des votes, ce qui correspond à 865 000 syndiqués, soit un cinquième des effectifs de la CGT.

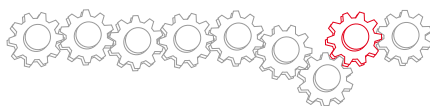
La fin du Front populaire

La rupture définitive du Front populaire intervient en cinq actes.

1/ Le 13 avril 1938, le gouvernement mené par Édouard Daladier obtient les pleins pouvoirs financiers et les premiers décrets-lois qui paraissent suscitent l'hostilité des communistes et des socialistes.



L'Union des métallurgistes (janvier 1939) © coll. IHS CGT Métallurgie



2/ Le 21 août, Édouard Daladier annonce qu'il est temps de « remettre la France au travail », ce qui implique l'abandon des quarante heures.

3/ Le 30 septembre, à la conférence de Munich, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie signent un accord prévoyant le démantèlement de la Tchécoslovaquie, en l'absence des principaux intéressés. Au nom de la « paix », les gouvernements français et britanniques abdiquent face à Hitler et réduisent un pays allié au rang de simple colonie.

4/ Le 28 octobre, le congrès du Parti radical décide de rompre avec le programme du Front populaire.

5/ Le 13 novembre 1938, Paul Reynaud, ministre des Finances, fait paraître une série de décrets-lois prévoyant une augmentation des impôts et la remise en cause des quarante heures par l'assouplissement du régime des heures supplémentaires.

Deux jours plus tard, la CGT tient son congrès confédéral à Nantes. Le bilan des deux années passées est amer, dans la mesure où le Front populaire n'a pas tenu ses promesses. Une partie non négligeable du congrès considère que la bataille a été perdue et que le contexte ne se prête pas à la mobilisation. Malgré tout, les ex-unitaires obtiennent que la commission administrative puisse se prononcer sur l'opportunité de la grève.

Le 21 novembre, un large mouvement de grèves avec occupation débute, notamment chez Renault. Immédiatement, le gouvernement fait évacuer les usines. À Billancourt, 3 000 policiers interviennent pour déloger les grévistes et les 28 000 ouvriers sont licenciés. Seuls 60 % furent réembauchés.

Un appel est alors lancé le 25 novembre pour l'organisation d'une grève le 30 novembre. L'épreuve de force s'engage.

Ce jour-là, l'armée quadrille Paris et sa banlieue. Consigne a été donnée de réprimer systématiquement les grévistes. Le mouvement, particulièrement suivi dans l'industrie, fut faible chez les cheminots et les enseignants, inexistant dans les services publics en raison des réquisitions. Le manque de préparation de la grève, le temps laissé au gouvernement et au patronat pour mettre sur pied la répression furent les causes

principales de l'échec de ce mouvement.

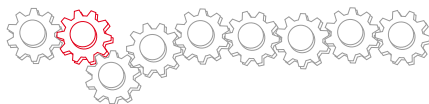
Dès le lendemain, la répression s'abat : 800 000 ouvriers sont licenciés temporairement ou définitivement, soit près de 10 % de la population ouvrière. Le réembauchage permet au patronat d'écarter les militants et responsables syndicaux. En janvier 1939, on estime à environ 15 000 le nombre de militants syndicaux toujours sans emploi. À cela s'ajoutent aussi les poursuites judiciaires pour plus de 500 d'entre eux. On assiste à une véritable « Saint-Barthélemy des militants ».

La grève du 30 novembre 1938 sonne le glas de la puissance syndicale et la rupture avec l'État. En 1939, les effectifs de la CGT reculent dans une proportion de 25 %. L'affaiblissement est tel qu'il n'y a pas d'appel à chômer le 1^{er} mai 1939, par peur des représailles.

L'enthousiasme et la joie ont cédé la place au désenchantement et au désarroi. La signature du pacte germano-soviétique en août 1939 sème un peu plus le trouble et sert de prétexte à l'exclusion des militants communistes de la CGT le 18 septembre 1939. Soit quinze jours après l'entrée en guerre de la France.

Le 10 mai 1940, l'Allemagne nazie lance son offensive à l'Ouest et impose rapidement une déroute à l'armée française. Le 14 juin, les allemands sont à Paris. Philippe Pétain, nommé chef de gouvernement, signe l'armistice le 22 juin à Compiègne. Le 11 juillet, « l'État français » est proclamé à Vichy. Ce régime dictatorial, dans lequel Pétain concentre tous les pouvoirs, prend immédiatement des mesures antisémites, s'engage dans la collaboration avec l'Allemagne nazie, dissout les organisations syndicales, interdit les grèves et instaure le syndicat unique, tandis que les arrestations et les procès des militants syndicaux et politiques se multiplient.

Une page de l'histoire sociale se tourne, un autre chapitre débute. L'heure est désormais à la Résistance contre l'occupant et les collaborateurs, en attendant la Libération.



Les médecins du travail

Après la présentation du fonds Christen dans le précédent numéro des *Cahiers d'histoire de la métallurgie*, arrêtons-nous sur deux boîtes d'archives un peu particulières, enregistrées sous la cote 1 SD.

Il s'agit des archives du Syndicat national des médecins du travail CGT qui a vu le jour en 1946, peu de temps après l'adoption de la loi du 11 octobre 1946 portant organisation des services médicaux du travail.

Les raisons de la présence de ce fonds dans nos archives sont obscures. En effet, ce syndicat, bien qu'appartenant à la Fédération CGT des services publics et de santé, a été hébergé au siège de la Fédération CGT de la métallurgie, 10 rue de Vézelay à Paris (VIII^e arr.), au moins jusqu'en 1957. Leur conditionnement – une simple ficelle de chanvre groupant les liasses de documents – suggère que ces archives ont été emportées lors du déplacement du siège fédéral vers le complexe de Montreuil en 1982 et qu'elles y sommeillaient depuis. L'explication réside peut être dans les relations individuelles tissées par certains médecins du travail et notre fédération.

Quoique modeste en taille, ce fonds peut apporter un éclairage sur l'histoire de la santé au travail qui est un axe de recherches universitaires particulièrement dynamique depuis le début des années 2000. Il participe à la reconnaissance du rôle de la CGT, de ses militants et de ses organisations, dans la mise en place de la législation sur l'hygiène et la sécurité au travail, les accidents du travail ou encore les maladies professionnelles.

En témoignent la campagne victorieuse des allumettiers contre l'usage du phosphore entre 1892 et 1896, celle des peintres contre le blanc de céruse (1901-1926), la création en 1937 de l'Institut confédéral d'études et de prévention des maladies professionnelles dont les nombreuses études médicales consolidèrent les revendications d'indemnités.

Parmi les éléments marquants du fonds, signalons la présence de quelques numéros du *Médecin du travail*, *bulletin mensuel du syndicat*, du rapport de la mission accomplie en 1944-1945 par Louis Dupret, au nom du ministère de



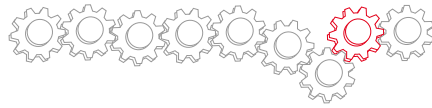
Dépliant du Centre national de défense contre l'alcoolisme, [1956-1957] © coll. IHS CGT Métallurgie

la production industrielle, sur l'industrie houillère nord-américaine ou encore de matériel de propagande (dépliant, affiches) de lutte contre l'alcoolisme.

La préoccupation de l'unité syndicale, avec la mise sur pied à l'appel de la CGT en 1951 d'une Union intersyndicale des organisations professionnelles des médecins du travail chargée de promouvoir l'adoption d'une convention collective nationale interprofessionnelle mériterait davantage de développement.

Pour aller plus loin

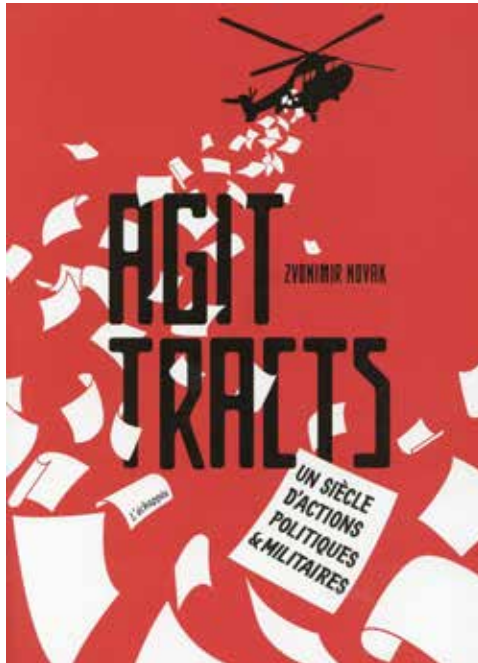
Inventaire du fonds d'archives sur demande auprès de l'IHS.



Agit-tracts

Si le tract est un objet bien connu, sinon incontournable, des militants, son histoire l'est beaucoup moins. C'est ce à quoi s'attelle Zvonimir Novak dans un ouvrage intitulé *Agit Tracts. Un siècle d'actions politiques & militaires* paru à la fin de l'année 2015 aux éditions L'Échappée.

Connu pour ses travaux précédents sur l'autocollant (*La Lutte des signes. 40 ans d'autocollants politiques*) et sur l'extrême-droite (*Tricolores. Une histoire visuelle de la droite et de l'extrême-droite*), ce professeur d'arts appliqués et journaliste propose ici une immersion



dans l'histoire du tract depuis le milieu du XIX^e siècle. Richement illustré de près de 300 reproductions, souvent inédites, ce travail revient sur les évolutions de cette incontournable « littérature de rue ». De l'affaire Dreyfus à Mai 68, en passant par la Commune de Paris, la Grande Guerre, le Front populaire, la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Indochine ou celle d'Algérie, cet ouvrage nous présente un siècle de bataille idéologique.

À lire sans modération !

Z. Novak, *Agit tracts. Un siècle d'actions politiques & militaires*, L'Échappée, 2015, 32 €.

Exposition sur le Front populaire



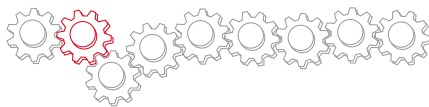
Une du journal *L'Humanité* du 4 mai 1936
© Gallica | <https://gallica.bnf.fr/>

Pour le quatre-vingtième anniversaire du Front populaire, l'exposition « 1936 Le Front populaire en photographie » à l'Hôtel-de-Ville de Paris, nous remémore, à travers des clichés d'époque, l'histoire politique, sociale et culturelle de la période.

Une scénographie chronologique qui retrace, au fil des clichés de jeunes photographes encore inconnus à l'époque, aujourd'hui figures

majeures de la photographie, l'atmosphère de cette période. On parcourt l'histoire, entre photos d'instant volés et mises en scène suggérées, dans les objectifs, entre autres, de Robert Capa, Henri Cartier Bresson, Robert Doisneau, Willy Ronis ou encore David Seymour, mais également à travers des photos d'anonymes, témoins des événements. Des points levés lors des rassemblements sur la place de la Bastille, hommes, femmes et enfants tous unis dans une même lutte, les occupations d'usines dans un contexte joyeux, la naissance d'un mouvement de solidarité, la joie et la victoire. Les avancées sociales, les congés payés et les premiers départs sur la route des vacances avec Robert Doisneau, le camping avec Marcel Cerf, les auberges de jeunesse et les bords de mer avec Pierre Jamet. Mais aussi les réalités plus difficiles du pouvoir avec la guerre d'Espagne et les tensions européennes précédant la Seconde Guerre mondiale.

Jusqu'au 23 juillet, entrée libre 4 rue Lobau, 75004 Paris.

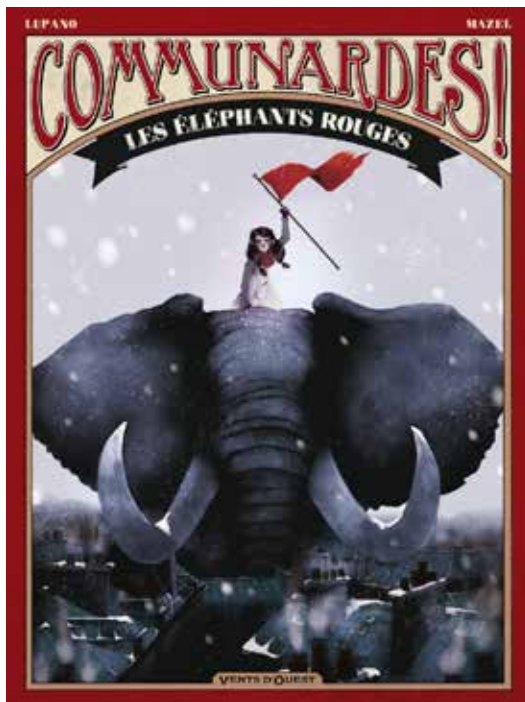


Communardes !

Wilfrid Lupano, prolifique scénariste de bande dessinée à qui l'on doit également l'excellente série *Les Vieux fourneaux*, vient de faire paraître le troisième tome de *Communardes !*, une série consacrée aux femmes lors de la Commune de Paris.

Présentes auprès et avec les combattants durant les 72 jours qui composèrent cet événement incontournable de l'histoire du mouvement ouvrier en France et au-delà, leur rôle reste aujourd'hui encore largement méconnu, à l'exception de celui de quelques grandes figures comme Louise Michel, Nathalie Le Mel ou encore Elisabeth Dmitrieff.

Couturières, blanchisseuses, ouvrières, institutrices, artistes, elles sont devenues combattantes, ambulancières, oratrices de club avant d'être fusillées, arrêtées, emprisonnées, déportées, dénoncées comme des « mégères, des pétroleuses, des prostituées », avant d'être finalement oubliées.



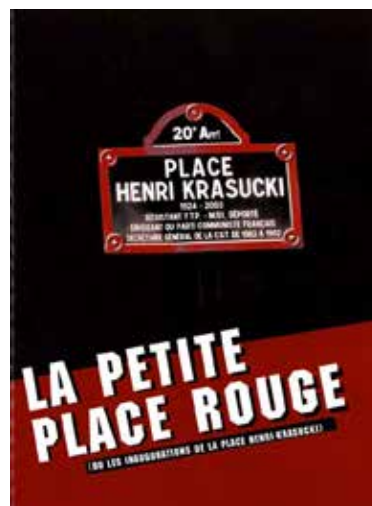
Cette série lève un voile sur leur participation et sur les victoires obtenues par les femmes pour leur émancipation : création de l'Union des femmes pour la défense de Paris et les soins aux blessés, l'un des premiers mouvements féminins de masse, qui revendiqua le droit au travail, l'égalité des salaires et la mise sur pied d'ateliers autogérés ; la reconnaissance de l'union libre ; la mise en application du décret de séparation des églises et de l'État dans les écoles et les hôpitaux ; la possibilité de prendre les armes pour défendre Paris aux côtés des hommes.

Pour aller plus loin, vous pouvez lire les biographies regroupées par *Le petit dictionnaire des femmes de la Commune. Les oubliées de l'Histoire* publié par Claudine Rey, Annie Gayat et Sylvie Pepino aux éditions Le bruit des autres en 2013.

Communardes ! Les éléphants rouges (t. 1), *L'aristocrate fantôme* (t. 2), *Nous ne dirons rien de leurs femelles* (t. 3), 2015-2016, éditions Vents d'Ouest, 14,5 euros par tome.

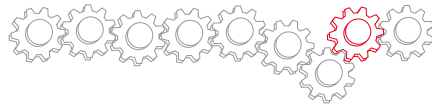
La Petite Place rouge

Secrétaire général de la CGT de 1982 à 1992, haut responsable communiste, Henri Krasucki (1924-2003) fut un personnage public populaire, et néanmoins la cible, durant les années 1980, de nombreuses attaques politiques et médiatiques. Ce n'est qu'à la fin de ses mandats syndicaux et politiques que l'on a commencé à découvrir la complexité et la richesse du personnage. Le secrétaire de la CGT, à l'air de titi parisien, avait été un jeune et courageux résistant ; sa constante passion pour la musique classique l'avait aidé à surmonter de douloureuses épreuves (la déportation, l'extermination d'une partie de sa famille).



Le film *La Petite Place rouge (ou les Inaugurations de la place Henri-Krasucki)* réalisé par Tanguy Perron est désormais disponible en ligne sur le site internet du quotidien *L'Humanité*.

<http://www.humanite.fr/videos/la-petite-place-rouge-599909>.



La vie est à nous

À l'occasion de la restauration et de la nouvelle numérisation du film *La Vie est à nous*, dirigé par Jean Renoir et diffusé en 1936, l'association Ciné-archives vient de faire paraître un superbe livre-dvd, en partenariat avec le Centre national du cinéma, des Archives françaises du film et de plusieurs instituts d'histoire sociale dont le nôtre.

Cette association, chargée d'assurer la conservation et la diffusion de la mémoire cinématographique du parti communiste français et de plusieurs organisations du mouvement ouvrier, gère actuellement un catalogue de près de 1 200 titres, dont 700 environ sont accessible en ligne sur leur site internet : www.cinearchives.org.

Ce coffret comprend, outre ce film réalisé à la



demande du parti communiste français à l'occasion des élections législatives de 1936 qui verront la victoire du Front populaire, quinze films militants tournés entre 1935 et 1938 ainsi qu'un livre contenant sept contributions retraçant l'histoire de ces films ainsi que les liens entre Front populaire, cinéma et mouvement ouvrier.

Vous y retrouverez notamment le film *Les métallos*, produit par notre Fédération en 1938 dans lequel on aperçoit notamment Jean-Pierre Timbaud ainsi que les réalisations sociales du syndicat des métallos de la région parisienne.

Ciné-archives, *La Vie est à nous*, *Le Temps des cerises et autres films du Front populaire*, coffret trois DVD et un livre, juin 2016, 30 € auprès de l'IHS CGT Métallurgie ou de l'IHS CGT.

Pensez à votre cotisation 2016 !

COTISATION



**POSSIBILITÉ DE PRÉINSCRIPTION
POUR UNE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT**

Avec un relevé d'identité bancaire IBAN



L'adhésion inclut

Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie

Règlement par chèque à l'ordre de :

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie

à adresser à :

IHS Métallurgie

94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 PARIS

01 53 36 86 38 | ihs.gas@free.fr

USTM | UL | Syndicat |

Organisme | Association : **82 €**

Moins de 50 adhérents : **22 €**

CGT individuel : **22 €**



**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**

Crédit photo : Getty Images - Ezra Bailey

La Macif est une entreprise de l'économie sociale.

Sans actionnaires à rémunérer, la Macif réinvestit ses profits au bénéfice de ses 5 millions de sociétaires et dans l'intérêt commun. Ainsi, les sociétaires ont le pouvoir d'agir ensemble pour une économie plus sociale et plus solidaire.

Plus d'informations sur [macif.fr](https://www.macif.fr)



Essentiel pour moi

MACIF: MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort.